



BURUNDI : LA PROBLÉMATIQUE DES FERTILISANTS FAIT MONTER UN MALAISE SOCIAL AU BURUNDI

DECLARATION

Principale source de l'économie nationale, l'agriculture est la véritable colonne vertébrale de l'économie burundaise, assurant de manière significative la sécurité alimentaire d'une population à forte densité. Cependant, face à l'érosion et à la dégradation des sols due à une forte croissance démographique, le recours aux engrais chimiques est devenu une option incontournable. Cette nécessité soulève cependant une série de défis complexes, allant de la logistique à l'environnement, qui placent la population burundaise à un carrefour agronomique. L'importation des intrants agricoles a longtemps dominé le marché agricole burundais pour céder progressivement au marché local par l'initiative de l'usine FOMI (Fertilisants Organo Minéraux Industriels) qui en est une alternative cruciale pour produire localement l'engrais organo-minéral "**Imbura**". Néanmoins, les agriculteurs burundais notent que "**Imbura**" produit par FOMI ne peut pas remplacer l'Urée pour certaines cultures comme le riz et malgré l'existence du Programme National de Subvention des Engrais (PNSEB) visant à les rendre plus accessibles (les agriculteurs paient environ 60% du coût) mais des problèmes de logistique, de transparence et de détournement sont régulièrement dénoncés, privant les agriculteurs visés de leur juste part.

La question des fertilisants est devenue une affaire de l'Etat et amélioration de l'accès aux intrants agricoles ne relève pas simplement d'un ajustement technique mais plutôt d'un choix macroéconomique, sociale et politique.

A. DES GROGNES DES POPULATIONS DANS UNE GRANDE IMPUISSANCE

Au Burundi, la question des intrants fait échos de grognes des populations et des critiques fondées sur des dérives fondées à plusieurs égards :

- **Des exigences des paiements en avance sans livraison conséquente du produit** : les agriculteurs burundais sont souvent obligés de payer une avance (parfois la totalité) et se retrouvent souvent avec des **reçus** mais sans le produit objet de paiement et cela créant un sentiment d'être floués ou "volés" par le système, car ayant immobilisé un certain capital sans une garantie de livraison
- **Des retards récurrents de la livraison** : L'engrais, qu'il soit importé (Urée, DAP) ou produit localement par FOMI/**Imbura**, arrive toujours **tardivement**, parfois des mois après le début de la saison culturale. L'application des fertilisants devient alors inutile, car ne coïncidant pas avec le cycle optimal de croissance des plantes.
- **Des livraisons des quantités insuffisantes** sont fréquemment signalées malgré les besoins criants et des commandes anticipativement passées, forçant les agriculteurs à doser l'usage ou à semer sans engrais chimique.
- **Des détournements et/ou des livraisons frauduleuses** des engrais rongent les cœurs des agriculteurs précisant que ces intrants sont parfois dirigés vers des commerçants influents y compris des officiels du pays au détriment du producteur lambda.



B. DES CONSÉQUENCES DIRECTES SUR LA VIE DES POPULATIONS

L'indisponibilité des intrants a des conséquences directes sur le quotidien des agriculteurs et sont:

- **Une baisse de production agricole :** La conséquence la plus immédiate est la chute de la production agricole, car les sols burundais sont déjà exigus, pauvres et surexploités. L'absence d'engrais conduit à des récoltes médiocres, voire à des échecs de culture, ce qui met en péril la subsistance des familles.
- **Une menace réelle à la sécurité alimentaire :** Une mauvaise récolte se traduit par une insécurité alimentaire accrue au niveau familial et national. Pour un pays dont l'économie repose principalement sur l'agriculture.
- **Une économie nationale en détresse :** Les agriculteurs sont doublement pénalisés : ils ont perdu l'argent du paiement anticipé, et pas de récolte suffisante pour nourrir leurs familles. Ceci asphyxie les petits producteurs et contribue à l'augmentation de la pauvreté.
- **Une crise de confiance envers l'autorité :** Les retards de livraison et la réduction des quotas payées à l'avance non respectées laissent les cultivateurs dans une atmosphère de méfiance et d'incertitude face aux saisons culturales. Cette confiance des agriculteurs qui s'érode envers l'autorité burundaise rend plus difficile la mise en œuvre de toute politique agricole future.

C. DES CAS AMBLEMATIQUES ILLUSTRATIFS DE LA PROBLÉMATIQUE

Partout dans le pays, les producteurs dénoncent un système de distribution défaillant et un détournement massif des engrais. Des cas emblématiques en sont plus éloquentes pour préciser des quantités d'intrants détournées et des journées de distribution toujours marquées par des tensions extrêmes sur des files d'attente interminables. La participation des Imbonerakure sur les lieux de distribution en fait un véritable fiasco, alimentant une frustration de la population.

1. Province Butanyerera, des quantités d'intrants commandées ne sont jamais livrées

- **En commune Tangara,** après avoir entendu l'appel du gouvernement de payer les avances restantes sur les intrants, les agriculteurs se sont précipités massivement dans les banques où ils ont commandé les engrais et avait payé la totalité du montant selon la quantité demandée. Pour le moment, les agriculteurs se lamentent du fait qu'ils ne sont pas encore bénéficiés la quantité d'engrais chimiques commandée. Actuellement, les champs de maïs commencent à jaunir au manque d'engrais de type " TOTHAHAZA" appelé aussi " Urée". Les agronomes au niveau des zones tranquilisent les agriculteurs en leur disant que la question a été déjà transmise aux autorités habilitées et qu'ils attendent eux aussi la réponse. Les agriculteurs recommandent au gouvernement du Burundi de ne pas s'impliquer dans le dossier de FOMI mais suggèrent que le gouvernement donne l'autorisation aux secteurs privés cette tâche comme ça le gouvernement assurera le rôle d'un arbitre entre l'acheteurs (agriculteurs) et vendeurs (secteurs privés) notamment à la négociation du prix.
- **En commune Kayanza,** la population grogne sur la non disponibilité de l'engrais chimique et le grand problème réside sur l'engrais produit par FOMI qui n'est pas encore distribué depuis la saison culturale C de juillet 2025 alors que les plantes de cette saison sont prêtes à récolter. Jusqu'à ce moment ils ont les bons de paiement de la saison C de juillet 2025 et les bons de la saison A de septembre 2025. Certains s'en approvisionnent clandestinement auprès des vendeurs privés à 4500Fbu/Kg alors qu'un sac de 25kg devrait s'acheter 33000



FORUM POUR LE RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Fbu/Kg à la FOMI. Pour la saison culturelle A de septembre 2025, presque tous les cultivateurs n'ont pas eu la quantité commandée.

2. Province Gitega, des détournements des intrants parlent d'eux-mêmes

Selon de nombreux habitants de la province Gitega, des volumes assez importants d'engrais se détournent dans une flagrance totale et plusieurs chefs de zones sont pointés du doigt pour avoir soustrait des sacs destinés aux paysans en vue de les revendre frauduleusement.

- **Un agriculteur de la zone et commune Muramvya**, exprime sa colère disant que : « c'est de la honte quand on détourne les intrants du petit paysan qu'il a payé en avance. Selon ce témoignage, le chef de zone de Muramvya aurait fait disparaître 50 sacs de 25k chacun.
- **Un agriculteur de la zone Bukeye, commune Muramvya témoigne** : « On nous précise que les stocks sont vidés suite à une forte demande, mais en réalité ils ont été vendus ailleurs et le chef de zone Bukeye a détourné environ 30 sacs de 25k chacun »
- **Une agricultrice de la zone Kibumbu, commune Muramvya raconte** : « Nous avons attendu toute la journée et on nous dit que tous les sacs sont déjà distribués. Nous sommes abandonnés. ». Le chef de zone Kibumbu d'environ 15 sacs de 25k chacun.
- **Un agriculteur de la commune Mwaro** précise que pendant la saison cultural A, il n'y a plus d'engrais au stock FOMI et les agriculteurs qui avaient des tickets n'ont pas été servis à satisfaction. C'est un pire délestage

3. Province Bujumbura, l'approvisionnement effectif en intrant n'est que l'exception

En province Bujumbura comme ailleurs, la demande en engrais augmente au fil des années mais leur approvisionnement effectif recule. L'étude effectuée par le Centre For Development Greatlakes, au travers des consultations communautaires en province de Bujumbura révèle que le manque d'intrant ne relève pas d'une simple question logistique mais plutôt d'une véritable faille dans sa gestion. Le paysan paye d'avance et en quantité suffisante sur promesse qui ne s'honore jamais. De surcroît, dans l'ancienne province de Cibitoke, réputées très fertiles, notamment dans les communes de Bukinanyana, Mabayi, Rugombo et Buganda, seuls 31,1 % des agriculteurs déclaraient utiliser des engrais non pas parce qu'ils n'en connaissent pas l'utilité mais parce qu'ils n'en reçoivent pas. D'après ces populations, « les intrants commandés arrivent hors saisons ou n'arrivent pas du tout et regrettent qu'ils paient souvent des mois, parfois des années à l'avance dans avoir l'engrais en retour mais les cycles agricoles, eux, n'attendent pas ».

4. Province Burunga, des fertilisants détournés nourrissent le marché noir

- **En communes Makamba et Nyanza d**, la pénurie d'engrais qui frappe de plein fouet les agriculteurs n'est pas seulement le résultat d'un retard logistique mais révèle surtout de graves dysfonctionnements dans le système de distribution. Pendant que les cultivateurs patientent des journées entières devant les hangars, mains vides et poches déjà vidées, des tonnes de fertilisants empruntent des circuits parallèles pour alimenter le marché noir. Dans cette province, plusieurs témoignages indiquent que certains agents chargés de la distribution cèdent illicitement des cargaisons d'engrais à des commerçants. Ces derniers se chargent ensuite de les écouler clandestinement à des prix exorbitants, atteignant 5 000Fbu le kilogramme. Beaucoup d'agriculteurs ont semé le maïs et les haricots sans engrais durant les saisons C 2024-2025 et la saison A 2025-2026 compromettant lourdement la productivité et accentuant la vulnérabilité alimentaire de leurs ménages.



FORUM POUR LE RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

- **En communes Rutana et Musongati**, la distribution d'engrais a été suspendue arguant que les stocks sont vides. Les intrants qui étaient destinés à la saison culturale C ne sont pas encore distribués non plus. Les distributeurs ont récupéré les reçus de paiement des avances et ont été inscrits sur les nouvelles listes d'attente. Le même scénario s'était observé pour la saison culturale A de l'année agricole 2025-2026. Face à ces manœuvres trompeuses, les agriculteurs sont dans la désolation totale tandis que les autorités locales semblent indifférentes face à cette situation. Plus choquant est que le peu d'engrais disponible profité à certaines autorités et membres influents du CNDD-FDD.

Rencontrés sur certains lieux de distribution en province Burunga, les agriculteurs parlent d'un véritable détournement sans vergogne : « Nous nous levons avant l'aube, nous passons des journées entières à attendre, et nous rentrons sans rien, alors que d'autres repartent avec des sacs entiers achetés en coulisses »

L'autorité provinciale de Burunga tente de prendre la chose en main

REPUBLIQUE DU BURUNDI Burunga, le 13/11/2025 MINISTÈRE DE L'INTERIEUR, DU DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE PROVINCE BURUNGA CABINET DU GOUVERNEUR N°531.03/12.2/2025 Objet: Invitation à une réunion A Madame/Monsieur l'Administrateur Communal (Tous) Madame/Monsieur le Chef de Service de Province (Tous) Madame/Monsieur le représentant de FOMI à Burunga Mesdames/Messieurs les distributeurs des engrais dans la province Burunga Mesdames/Messieurs les Gestionnaires des stocks des engrais à Makamba Madame /Monsieur, Dans le cadre de l'évaluation de l'état des lieux de la sécurité et de la distribution des engrais chimiques dans notre province au cours de cette période, nous avons l'honneur de vous inviter à prendre part à ladite réunion qui aura lieu Mardi, le 18 novembre 2025 dans l'une des salles de réunion de la province de Burunga à partir de 11h. Vu l'importance des points inscrits à l'ordre du jour, votre présence est vivement souhaitée. Veuillez agréer, Madame / Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée. Le Gouverneur de la Province Burunga Hon. Parfait MBONINYIBUKA	Face au vol organisé des intrants et à l'ampleur inquiétante des dénonciations sur les détournements et les fraudes des intrants, l'administration locale tente de prendre la chose en main comme il en est le cas du gouverneur de la province de Burunga. Parfait Mboninyibuka a, en date 13/11/2025, dû haussé le ton lors d'une réunion réunissant autorités administratives, judiciaires, sécuritaires et agents distributeurs des intrants. Cette autorité publique n'a pas mâché les mots en précisant que c'est un vol organisé et a lancé un avertissement vibrant que toute zone où le commerce illégal d'engrais sera localisé sera sévèrement sanctionnée, non seulement à l'encontre des vendeurs frauduleux, mais aussi contre les administratifs et policiers qui, par silence, négligence ou complicité, laissent prospérer ces dérives.
---	---

Pour faire bref,, faisons remarquer a toutes fins utiles que dans plusieurs localités du pays, les agriculteurs ne cessent de rapporter que les hangars de stockage des intrants sont le symbole d'un système défaillant et des acheteurs privilégiés s'en approvisionnent frauduleusement pour les revendre à des prix exorbitants. Ces agriculteurs parlent que ce vol organisé d'engrais est une réelle menace pour le pays dans une situation socio-économique fragile. Et d'ajouter que les ruptures dans la distribution de ces intrants compromettent la production et aggravent la sécurité alimentaire des familles rurales.



Des alertes de toutes parts

Plusieurs voix alertent la pénurie persistante des intrants et dénoncent des promesses fallacieuses de la part de l'autorité pour remédier à cette situation mais rien ne change.

- Le journal Iwacu signale que des milliers de paysans burundais attendent toujours la distribution de l'engrais qu'ils ont pourtant déjà payé¹
- SOS Media parle des agriculteurs inquiets d'observer une année blanche agricole quand ils dénoncent des intrants agricoles introuvables et des distributions injustes²
- La PARCEM dénonce un problème de l'accès aux intrants agricoles comme un défi impossible à résoudre pour les agriculteurs et ce pendant plusieurs années³
- Le Centre For Development Greatlakes(CFDGL) dénoncent⁴
- Etc.

En somme et face à un déficit managérial du domaine des intrants, dans bien des localités du Burundi, il existe une barrière invisible mais déterminante entraînant la peur de s'exprimer sur des failles du système agricole.

De ce qui précède, le FORSC recommande au Gouvernement ce qui suit :

- Procéder à une régularisation des livraisons des intrants et d'assurer la disponibilité et la distribution équitable des fertilisants pour être appliqués à toutes les stades de la croissance des cultures.
- Prendre des mesures qui s'imposent contre les auteurs des fraudes et détournements et les sanctionner conformément à la loi, afin de restaurer un minimum de confiance entre la population et les autorités locales
- Subventionner significativement le domaine des intrants et sanctionner sévèrement les cas de détournement ou de favoritisme pour restaurer la confiance des bénéficiaires légitimes.
- Garantir une distribution transparente afin que les engrais subventionnés atteignent leurs véritables destinataires. Faute de quoi, une crise alimentaire généralisée dans tout le pays est imminente
- Renforcer les points de stockage et de distribution des intrants au niveau zonal et collinaire, en utilisant les infrastructures existantes (hangars communautaires, coopératives), afin de réduire les coûts de transport pour les agriculteurs et les retards liés à la logistique
- Soutenir l'investissement pour augmenter la capacité de production des intrants par la FOMI y compris par la création de nouvelles unités de production des intrants

Fait le 20 Août 2026

Secrétariat Exécutif/FORSC

¹ <https://www.iwacu-burundi.org/burundi-lengrais-payé-mais-pas-encore-livre-les-agriculteurs-dans-lattente/>

² <https://www.sosmediasburundi.org/2025/10/22/bubanza-les-agriculteurs-inquiets-face-au-retard-des-pluies-et-aux-pénuries-de-semences/>

³ <https://www.facebook.com/renaissancetele/videos/la-col%C3%A8re-des-agriculteurs-burundais-monte-face-%C3%A0-la-p%C3%A9nurie-de-fertilisants/783049081433572/>

⁴ (<https://centrefordevelopmentgreatlakes.org/index.php/2026/02/24/le-burundi-et-lacces-aux-intrants-agricoles-quand-levidence-devient-moteur-de-reforme/>)